

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

L'Assemblée annuelle se concentrera sur la croissance économique et la réforme du FMI

Jeremy Clift

Bulletin du FMI en ligne

15 octobre 2007

Les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale du monde entier vont se réunir à Washington, du 20 au 22 octobre, à l'occasion de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale. L'assemblée aura lieu à un moment où l'économie mondiale émet des signaux contradictoires et où un regain de pressions s'exerce en faveur de la réforme du FMI.

À en juger par les niveaux records dont plusieurs marchés boursiers se sont approchés ces derniers jours, les opérateurs semblent avoir chassé l'inquiétude qui prévalait en août face au resserrement du crédit le plus sévère enregistré depuis une décennie à la suite de l'effondrement du marché hypothécaire à risque des États-Unis.

Toutefois, les cours mondiaux du pétrole sont proches de leurs niveaux records et la baisse du dollar préoccupe les dirigeants de certains pays avancés et émergents. Aussi, les responsables qui participeront aux réunions de Washington voudront-ils débattre des perspectives de l'économie mondiale, assombries par les récentes turbulences financières.

Le FMI annoncera ses prévisions sur la croissance mondiale le 17 octobre lors de la publication de ses dernières *Perspectives de l'économie mondiale*. Il est probable que l'institution reverra à la baisse ses projections pour 2008, mais la croissance devrait rester solide, grâce au dynamisme des pays émergents et des pays en développement.

Avertissement

Selon Simon Johnson, Chef économiste du FMI, les remous qui ont agité les marchés ne devraient avoir qu'un faible impact dans l'immédiat, mais il faut considérer les problèmes du marché hypothécaire à risque des États-Unis, ainsi que les difficultés d'autres marchés, comme un avertissement.

«Les carences du système financier et économique mondial ont été mises en relief, de façon très nette pour certaines d'entre elles, moins nettement pour d'autres. Nous devons faire de gros efforts pour bien comprendre ces faiblesses et y remédier dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard», a déclaré M. Johnson le 10 octobre, à Washington, lors de la publication des chapitres analytiques des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Rodrigo de Rato, qui quittera ses fonctions de Directeur général du FMI à la fin octobre, a émis le souhait que l'Assemblée annuelle aborde la question du renforcement de la coopération internationale dans le cadre du suivi des marchés financiers mondiaux et de la coordination de leur réglementation. «À cet égard, le FMI, en collaboration avec d'autres institutions internationales, a son rôle à jouer, comme il l'a fait en amenant les

grands pays à établir des plans d'action pour remédier aux déséquilibres mondiaux», a déclaré M. de Rato lors d'une réunion du club de Rome le mois dernier.

Il est probable que le Comité monétaire et financier international (CMFI) examinera les perspectives mondiales et étudiera les moyens d'améliorer la surveillance des marchés financiers lorsqu'il se réunira le 20 octobre. Le CMFI — composé de 24 membres et chargé de définir les grandes orientations et les objectifs prioritaires du FMI — sera présidé par le Ministre italien de l'économie et des finances, Tommaso Padoa-Schioppa, désigné ce mois-ci pour succéder au Britannique Gordon Brown à la tête du CMFI .

M. de Rato rendra compte au CMFI de l'état d'avancement des travaux du FMI sur la surveillance économique et la prévention des crises, la réduction des déséquilibres de paiements dans le monde, l'utilisation des ressources du FMI, la gouvernance de l'institution et la voie à suivre pour accroître ses revenus et freiner ses dépenses.

Les perspectives de croissance mondiale, les répercussions des turbulences des marchés, l'aide aux pays à faible revenu et les changements climatiques font partie du large éventail de questions qui seront abordées au cours des séminaires qui se dérouleront, quatre jours durant, à partir du 19 octobre. Parmi les intervenants figureront des dirigeants de banques centrales, des représentants du secteur privé et des économistes de renom.

Transition imminente

Une autre question apparaîtra en filigrane durant l'Assemblée annuelle : le prochain passage de témoin entre Rodrigo de Rato et Dominique Strauss-Kahn à la tête du FMI. L'ancien Ministre français de l'économie et des finances, âgé de 58 ans, prendra ses fonctions de Directeur général du FMI le 1^{er} novembre. Il a été désigné le mois dernier pour succéder à M. de Rato, qui avait annoncé en juin son intention de quitter ses fonctions.

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il poursuivrait la réforme de l'institution, qui, composée de 185 pays membres, est chargée du suivi de l'économie mondiale. Peu après son arrivée à la tête du FMI en 2004, M. de Rato a engagé un programme de réformes visant à faire en sorte que l'institution reste à l'écoute des besoins de ses membres dans le contexte de la mondialisation. Il a accompli d'importants progrès dans plusieurs domaines, mais les questions majeures suivantes restent à l'ordre du jour et seront probablement abordées à l'Assemblée annuelle :

Améliorer la surveillance économique exercée par le FMI. Dans le cadre d'un certain nombre d'initiatives destinées à renforcer son cadre de surveillance, le Conseil d'administration du FMI a approuvé en juin 2007 une nouvelle décision sur la surveillance bilatérale qui remplace celle qui avait été adoptée il y a trente ans. Cette nouvelle décision, largement approuvée par les pays membres, est la première déclaration stratégique globale sur la surveillance. Le Conseil du FMI a demandé des recommandations plus détaillées sur la manière dont la décision sera appliquée.

Renforcer les facilités de crédit du FMI. La réflexion se poursuit sur le perfectionnement des outils dont le FMI dispose pour prévenir les crises dans les pays émergents

participant aux activités des marchés des capitaux. Des consultations ont eu lieu avec les pays membres au sujet d'une nouvelle facilité de crédit qui leur donnerait automatiquement accès à un montant élevé de ressources du FMI. D'autres contacts seront nécessaires pour achever la mise au point de cet instrument et évaluer la demande qu'il pourrait susciter parmi les pays membres.

Préciser le rôle du FMI dans les pays à faible revenu. Le FMI, dont la conception de l'utilisation de l'aide dans les pays à faible revenu est examinée attentivement tant par les critiques externes de l'institution et par ses propres services d'évaluation, a entrepris de préciser son rôle de conseil auprès des pays membres qui font face à l'accroissement et à la volatilité des apports d'aide. Le Conseil d'administration a approuvé un certain nombre de mesures visant à modifier la politique du FMI en fonction de l'expérience acquise et des réactions recueillies à l'extérieur de l'institution.

Renforcer la collaboration entre le FMI et la Banque mondiale. En s'inspirant des recommandations d'un groupe d'experts indépendants — contenues dans le rapport Malan —, le FMI et la Banque mondiale mettront en œuvre un plan d'action visant à améliorer la coordination des activités avec les pays membres et à renforcer la collaboration sur les politiques et d'autres questions institutionnelles.

Améliorer la gouvernance du FMI. Le FMI travaille sur un processus de réforme d'une durée de deux ans adopté l'an dernier par le Conseil d'administration à l'Assemblée annuelle de Singapour afin d'améliorer la représentation des pays membres au sein de l'institution. Quatre pays dotés d'une économie dynamique — Chine, Corée, Mexique et Turquie —, qui étaient nettement sous-représentés, ont obtenu une augmentation ponctuelle de leur quote-part (laquelle détermine le nombre de voix dont dispose chaque pays membre). Les autres changements étudiés sont les suivants : un accord sur une nouvelle formule de calcul des quotes-parts qui permettra d'évaluer le bien-fondé des quotes-parts des pays membres au sein du FMI; une deuxième série d'augmentations ponctuelles des quotes-parts calculées sur la base de la nouvelle formule; et des travaux portant sur une proposition d'augmentation du nombre de voix de base attribuées à chaque pays membre — afin de préserver la représentation des pays à faible revenu.

Accroître les revenus du FMI tout en réduisant ses dépenses. Le FMI a engagé des travaux pour s'assurer des sources de revenus durables. Il est en train de formuler des propositions à partir de certaines recommandations du rapport Crockett — avancées par un comité de personnalités éminentes — en vue de les soumettre à l'avis des pays membres. Dans le même temps, le FMI se penche sur la colonne des dépenses de son budget, qui, selon les projections, diminuera de 6 % en termes réels au cours des trois prochaines années.

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI en ligne* (www.imf.org/imfsurvey).